

COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 23 juillet 2021

Les STAPS en grande difficulté avant la rentrée

Depuis plusieurs années, la filière STAPS est identifiée comme une filière en tension. Elle attire un nombre toujours plus important d'étudiants sans que les moyens humains ne suivent cette augmentation continue des effectifs. Cette année encore, Mme La Ministre Frédérique Vidal a annoncé la création de nouvelles places dans les filières en tension (au 1^{er} rang desquelles les STAPS) sans indiquer quels moyens accompagneraient cette nouvelle progression de la charge et compenseraient le déficit d'encadrement récurrent de la filière.

Ce délaissement et ce déficit d'encadrement statutaire produisent des conséquences désastreuses au sein des UFR STAPS et surchargent les collègues déjà très largement impliqués dans les composantes et dans la mise en œuvre des réformes successives (Parcoursup, réforme des études de santé, MMOPK, nouveau bac...). Certaines formations sont majoritairement dispensées trop souvent par des enseignants vacataires ce qui augmente encore les charges liées à l'organisation des enseignements et au pilotage des unités STAPS.

Dans certaines universités, le manque de moyens met littéralement à l'arrêt l'institution. A Chambéry, le directeur n'a eu d'autre choix que de démissionner pour montrer l'impossibilité de poursuite de sa mission. A l'UFR STAPS de Rennes 2 - l'une des deux plus grosses en France en nombre d'étudiants et l'une des moins bien dotées - face à ces constats alarmants et à l'épuisement des personnels, et afin d'alerter le Ministère sur la situation de leur UFR, les porteurs de responsabilités pédagogiques ont décidé de suspendre leurs travaux de préparation de la rentrée depuis plus d'un mois. Aucune réponse ne leur ayant été donnée depuis, il est désormais acquis que la rentrée en STAPS à Rennes n'aura pas lieu dans le calendrier prévu. Mécaniquement, le prolongement du silence du Ministère face à cette alerte retardera d'autant la rentrée.

Les situations de Rennes, Chambéry, Paris Sorbonne Nord, etc., et le traitement dont elles font l'objet sont significatifs des choix politiques du gouvernement et de certaines universités, notamment à l'égard de la filière STAPS. Par faute de moyens et de places disponibles, de nombreux candidats ne peuvent plus accéder à cette filière, alors que leur projet professionnel et leur niveau de compétence leur aurait permis d'y accéder et d'y réussir il y a encore quelques années. En plus des situations humaines déplorables dans lesquelles les étudiants et les personnels évoluent, ces orientations politiques participent à un accroissement considérable des inégalités d'accès et de réussite à l'enseignement supérieur.

Par conséquent, nous demandons qu'un plan de rattrapage national spécifiquement destiné à la filière STAPS soit mis en oeuvre d'urgence afin de rétablir des conditions d'enseignement et de recherche acceptables.

Signataires : Les personnels mobilisés de l'UFR STAPS de Rennes 2, C3D Staps, 74^{ème} section du CNU, ANESTAPS, SNEP-FSU et SNESUP-FSU